

Comité directeur sur les archives canadiennes

Compte rendu de la réunion

11 avril 2018

De 13 h à 14 h 30 (HAE)

Téléconférence

Membres

Cédric Champagne, Association des archivistes du Québec (coprésident)
Luciana Duranti, Association canadienne des archivistes (coprésidente)
Christina Nichols, Conseil canadien des archives
Fred Farrell, Conseil des archivistes provinciaux et territoriaux
Guy Berthiaume, Bibliothèque et Archives Canada
John Roberts, Conseil des archivistes provinciaux et territoriaux
Lara Wilson, Conseil canadien des archives
Normand Charbonneau, Bibliothèque et Archives Canada
Stéphane Bourbonnière, Association of Records Managers and Administrators (Canada)

Membres à titre personnel

Kim Lawson, Université de la Colombie-Britannique
Martine Cardin, Université Laval

Responsables des groupes de travail

Jeanne Darche, Institut national de la recherche scientifique (Main d'œuvre en archivistique)
Heather Gordon, Ville de Vancouver (Stratégie de sensibilisation)
Jacinthe Duval, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Stratégie de sensibilisation)
Erica Hernández-Read, Université du Nord de la Colombie-Britannique (Réponse au rapport de la Commission de vérité et réconciliation)

Secrétariat

Emilie Chirip, Bibliothèque et Archives Canada

Observateurs

Francesco Manganiello, Bibliothèque et Archives Canada
Jo-Anne McCutcheon, Association canadienne des archivistes

Absences

Kathryn Harvey, Bibliothèque de l'Université de Guelph (Main d'œuvre en archivistique)
Suher Zaher-Mazawi, Association canadienne des archivistes
Uta Fox, Association of Records Managers and Administrators (Canada)

1. Mot de bienvenue

Les coprésidents du Comité directeur sur les archives canadiennes (CDAC) ouvrent la séance. Les participants se présentent à tour de rôle, puis apprennent que deux nouveaux membres en provenance d'ARMA Canada s'ajouteront à la téléconférence après le 3^e point à l'ordre du jour. Aucun changement n'est apporté à l'ordre du jour; les coprésidents présentent les objectifs de la réunion.

2. Suivis administratifs et approbation du compte rendu de la dernière réunion

A. Approbation du compte rendu de la réunion du 29 janvier 2018

Les membres approuvent tel quel le compte rendu de la réunion du 29 janvier 2018.

MESURE : Le secrétariat enverra la version définitive du compte rendu de la réunion du 29 janvier 2018 aux membres du CDAC et l'affichera sur le site Web.

B. Mesures de suivi

On informe les participants que toutes les mesures de suivi ont été prises. La discussion passe à la 9^e mesure de suivi, et les participants font état de ce qui est ressorti de leurs échanges internes sur l'idée d'inscrire automatiquement à ARCAN-L tous les membres (nouveaux et actuels) de chaque association. Il est convenu de ne pas donner suite à ce projet.

3. Approbation de l'admission de l'Association of Records Managers and Administrators (ARMA) Canada

Suivant la discussion de la réunion du 29 janvier 2018, les coprésidents rappellent à tous qu'ARMA Canada a été invitée, en raison de son mandat complémentaire, à siéger au CDAC en tant que membre de plein droit. Les coprésidents demandent un vote; il est décidé à l'unanimité d'admettre ARMA Canada, représenté par deux membres, au sein du CDAC.

MESURE : Les coprésidents aviseront la communauté archivistique de l'admission d'ARMA Canada au sein du CDAC, au moyen d'une publication sur ARCAN-L et sur le site Web.

4. Accueil des représentants d'ARMA Canada

Ce sont M. Stéphane Bourbonnière, directeur régional, et M^{me} Uta Fox, directrice du contenu canadien, qui représenteront ARMA Canada au sein du CDAC. Leur organisation remercie le Comité de l'avoir invitée à prendre part à ses activités. Suit une explication de la composition de l'ARMA et de ses domaines d'activité, y compris l'éducation, la tenue des documents et la gouvernance documentaire. Les membres du CDAC et les participants se présentent et accueillent officiellement les

représentants d'ARMA Canada dans leurs rangs, les invitant également à la réunion qui se tiendra en juin 2018 à Edmonton.

5. Nouvelles des groupes de travail

A. Groupe de travail sur la main-d'œuvre en archivistique

La coprésidente du Groupe de travail sur la main-d'œuvre archivistique fait le point sur les réalisations du sous-groupe francophone jusqu'à maintenant. Ce sous-groupe continue de participer à une enquête renouvelée auprès de la main-d'œuvre avec le Comité sur les compétences professionnelles de l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), qui révélera des données inédites et actuelles. À la prochaine réunion de l'ASTED, dans la semaine du 16 avril 2018, le sondage sera envoyé à toutes les associations et entités archivistiques francophones pour diffusion sur leurs listes de diffusion et réseaux sociaux. Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a aussi accepté de publier le sondage sur son site Web.

Le sous-groupe francophone a aussi commencé à travailler sur un outil de profil des compétences, lequel sera immédiatement rendu disponible et comprendra des propositions de programmes de formation. Lorsque l'outil sera prêt, le sous-groupe s'en servira comme point de départ pour son rapport final.

Le Comité sur les compétences professionnelles de l'ASTED a reçu une subvention du Québec pour mettre en place un portail d'information sur les profils des compétences à l'intention des professionnels des sciences de l'information. La subvention profitera aux activités du Groupe de travail, qui se concentrera sur le milieu archivistique, tandis que l'ASTED s'occupera du milieu documentaire. Les coprésidentes entendent s'employer à coordonner les efforts entre les sous-groupes anglophone et francophone.

En raison de l'absence de la coprésidente du sous-groupe anglophone du Groupe de travail sur la main-d'œuvre en archivistique, les nouvelles de ce côté seront communiquées aux membres après la téléconférence.

MESURE : Le secrétariat préparera un article, à publier sur ARCAN-L et sur le site du CDAC, félicitant le Groupe de travail pour sa subvention et sa collaboration avec l'ASTED.

MESURE : La coprésidente du sous-groupe anglophone du Groupe de travail sur la main-d'œuvre en archivistique donnera des nouvelles sur son travail après la téléconférence.

B. Groupe de travail sur la stratégie de sensibilisation

Les coprésidentes du Groupe de travail sur la stratégie de sensibilisation font le point sur la stratégie de communication avec les groupes de consultation. Pour le groupe cible des enseignants, le Groupe de travail a fait du primaire et du secondaire son point focal, parce que ces deux niveaux d'enseignement attirent un grand public, et aussi parce qu'il estime que les professeurs aux niveaux collégial et universitaire sont déjà conscients de la valeur des archives. Le but sera de trouver le moyen d'incorporer la dimension des archives dans le curriculum et les formations sans alourdissement de la charge de travail. Le Groupe de travail consultera deux ou trois participants pendant les journées de perfectionnement professionnel. Il aura des entretiens avec des enseignants de partout au pays et se créera un scénario à suivre. Le Groupe est actuellement à la recherche de participants de l'Ontario et des Maritimes.

Pour le groupe cible des professionnels du milieu médiatique, le Groupe de travail tentera d'apprendre comment s'adresser aux médias et faire passer ses messages clés concernant les archives. Il a d'ailleurs dressé une liste de questions et considérera les divers médias en fonction de leur type plutôt que de leur emplacement géographique.

Pour ce qui est du groupe cible politique, le Groupe cherchera à avoir des entretiens individuels pour découvrir les meilleurs moyens de communiquer avec les politiciens et leurs attachés.

Les membres du CDAC approuvent les démarches du Groupe de travail.

C. Groupe de travail sur la réponse au rapport de la Commission de vérité et réconciliation

La présidente du Groupe de travail sur la réponse au rapport de la Commission de vérité et réconciliation (GT-CVR) annonce que sa demande d'une subvention Savoir auprès du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) a été accueillie. Le GT-CVR se voit accorder 182 540 \$ pour les trois prochaines années; il a ainsi ajusté son calendrier en fonction de ce financement, de mai 2018 à novembre 2021.

Le GT-CVR poursuit son analyse documentaire : à ce jour, il a recensé 274 articles et en a analysé 41.

La présidente confirme que son Groupe a des obligations qui dépassent le mandat du CDAC, lequel va jusqu'à 2020. Le GT-CVR restera sous les auspices du Comité tant que durera ce mandat original, mais toute activité qui s'ajoutera dans le cadre de la subvention sera menée dans le respect de l'engagement envers le CRSH. La relation entre le CDAC et le Groupe pourrait ainsi prendre fin avant que ce dernier n'ait rempli ses obligations au titre de la subvention. Par conséquent, la présidente va mettre à jour le plan d'action pour y détailler les activités, les échéanciers et les issues visées.

MESURE : La présidente du Groupe de travail enverra une copie de la demande de subvention aux membres du CDAC.

MESURE : La présidente du Groupe de travail mettra à jour le plan d'action.

Luciana Duranti, coprésidente du CDAC, mentionne un site Web de la CBC, « [Beyond 94: Where is Canada at with reconciliation?](#) », et fait remarquer que celui-ci ne note aucun progrès relativement au 70^e appel à l'action. La présidente du Groupe de travail indique que les démarches du CDAC sont vues comme un « projet en cours », et qu'elle a communiqué avec le responsable de la production du site à la CBC.

Les membres conviennent que les coprésidents devraient envoyer une lettre à la CBC pour demander la correction des erreurs factuelles sur le site. Quelqu'un signale que le rapport final de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) fait une erreur dans le nom d'une des associations archivistiques, l'appelant « Association des archivistes canadiens », et que cela serait aussi à mentionner dans la lettre.

MESURE : Les coprésidents enverront une lettre à la CBC en ajoutant en c. c. la Commission de vérité et réconciliation.

On confirme la tenue d'une présentation sur le GT-CVR lors du congrès de l'Association canadienne des archivistes (ACA) qui aura lieu le 8 juin 2018 à Edmonton de 16 h à 17 h 30.

6. Le point sur la consultation publique

A. Examen de l'énoncé de mission

Un premier jet de l'énoncé de mission du CDAC pour l'après-2019 a été distribué aux membres avant la réunion pour qu'ils le commentent. Après discussion, ceux-ci conviennent qu'ils ne seront pas prêts à le présenter et à en discuter au congrès de l'ACA en juin 2018. Ils s'entendent pour poursuivre la réflexion sur le modèle et l'énoncé de mission futurs du CDAC. Le tout fera l'objet d'une discussion plus poussée le 7 juin 2018 à la réunion du CDAC à Edmonton.

Les membres du Conseil canadien des archives (CCA) expliquent que l'énoncé proposé recoupe le mandat actuel de leur organisation et son rôle dans le monde archivistique canadien. Le CCA croit que la force du CDAC est qu'il donne la chance aux associations archivistiques du pays d'avoir des échanges stratégiques de haut vol et de faire avancer des priorités et initiatives de manière concertée. C'est pourquoi le CCA prépare une autre version de l'énoncé, qui pourra être commenté à la réunion du 7 juin 2018.

MESURE : Le CCA présentera son énoncé de mission provisoire avant la réunion du 7 juin 2018.

Les coprésidents du CDAC discutent des implications de la nouvelle vision et de sa ressemblance avec le mandat actuel. La visée ne serait pas que le CDAC prenne en charge les initiatives, mais plutôt qu'il aide individuellement les associations à décider comment mener leurs propres affaires associatives. Certains membres critiquent cette approche, objectant que le CDAC n'a pas l'autorité de dire aux associations quoi prioriser, ni en principe ni dans les faits. L'un des coprésidents rappelle aux membres que la mission de départ était de donner suite aux priorités établies dans *Les archives au Canada – Un nouveau plan directeur*, le Comité ayant été mis sur pied pour faire valoir les besoins de la communauté archivistique canadienne. Il suggère que, bien qu'on ait convenu de ne pas maintenir le statu quo, le CDAC devrait commencer par revoir son mandat, se donner un énoncé de mission et demander à la communauté quels sont ses besoins. Les membres discutent de la possibilité d'établir un nouveau plan directeur et de reprendre contact avec les gens du milieu pour leur demander leur avis. La stratégie est adoptée.

MESURE : Le secrétariat rédigera une stratégie pour créer un nouveau plan directeur en se basant sur les méthodes employées par le passé.

B. Le point sur la consultation publique du 7 juin 2018

Il est convenu que l'on fera le point, à la consultation publique du 7 juin 2018, sur l'avancement des démarches des groupes de travail, et qu'une période de questions suivra. Les membres conviennent de ne pas ébruiter le premier jet de l'énoncé de mission du CDAC pour l'après-2019.

7. Table ronde

Association des archivistes du Québec (AAQ)

L'AAQ a reçu l'invitation de rejoindre la Fédération des associations et institutions des milieux documentaires et archivistiques (FAIDA), qui sera bientôt formée. La FAIDA devrait poursuivre les activités de l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED). L'AAQ a décliné l'offre, étant donné la duplication des efforts entre ce mandat et celui de l'AAQ, à savoir, unir le milieu archivistique du Québec sous une même bannière.

L'AAQ s'est jointe au comité directeur de la section des Associations professionnelles du Conseil international des archives (ICA); la prochaine réunion se tiendra du 22 au 25 mai 2018, à Berlin.

Pour finir, le congrès annuel de l'AAQ aura lieu du 30 mai au 1^{er} juin 2018 à Drummondville, au Québec. L'ordre du jour provisoire a été mis en ligne. M. Normand Charbonneau, chef de l'exploitation à Bibliothèque et Archives Canada (BAC) et membre du CDAC, sera de la partie et fera deux présentations, dont une sur les relations internationales en compagnie de M. Cédric Champagne, vice-président aux affaires associatives de l'AAQ, et de M. Anders Sjöman, directeur des communications du Center of Business History à Stockholm.

Association canadienne des archivistes (ACA)

L'ACA, qui a effectué un exercice de planification stratégique il y a peu, tiendra son assemblée générale annuelle à Edmonton en juin prochain. Elle a noué une alliance avec ARMA International afin de voir ce qu'elles pourraient accomplir de concert et d'examiner la possibilité de proposer une adhésion commune. Le comité de sensibilisation a récemment présenté au Conseil international des archives (ICA) un commentaire sur l'éthique et la sensibilisation concernant son document *Principes de base relatifs au rôle des archivistes et des gestionnaires de documents pour la défense des Droits de l'Homme*.

L'ACA pense aussi se doter d'un code de déontologie : elle a demandé le concours d'avocats pour l'aider à l'exprimer sous forme de procédures. Enfin, le groupe de sensibilisation de l'ACA est en train d'examiner le projet de loi C-58 sur la confidentialité de l'information.

Conseil canadien des archives (CCA)

Le CCA fait office de secrétariat pour le Conseil national d'évaluation des archives (CNEA), et travaille étroitement avec le Groupe de travail sur l'avenir du CNEA pour rédiger des statuts et un mandat pour le Corpus de connaissances sur la surveillance et l'évaluation des archives. Ils travailleront aussi sur des politiques visant la certification des compétences, l'instauration d'un code de déontologie, la refonte du site Web, etc. Le CCA estime qu'il y a beaucoup à faire pour préserver le secteur de l'évaluation archivistique au Canada. C'est pourquoi il a soumis une demande au ministère du Patrimoine canadien pour que soit défini un « corpus de connaissances » – à savoir un manuel de base pour les étudiants en évaluation archivistique au Canada qui présenterait notamment les cours à suivre pour obtenir une certification. Le site Web actuel du CNEA offrira du matériel refondu d'ici 2019.

Ensuite, le CCA a terminé son enquête sur les normes d'acquisition, et le Groupe de travail se réunira en mai pour en examiner les observations. Le CCA a aussi lancé une

« Introduction à la conservation numérique » visant à enseigner aux membres les bases de la conservation numérique; la formation a été bien reçue jusqu'ici.

Enfin, les décisions ont été prises relativement aux stages et emplois d'été à Jeunesse Canada au travail (JCT). Le CCA gère JCT et administre le programme pour le milieu documentaire et archivistique.

Conseil des archivistes provinciaux et territoriaux (CPTA)

John Roberts, archiviste de l'Ontario, participera au congrès de l'Association des archives de l'Ontario le 10 mai 2018, à Waterloo; il y fera le point sur les activités du CDAC.

Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

BAC tiendra une consultation sur son plan triennal (2019-2022) avec des parties prenantes de partout au pays le 16 mai 2018 à Ottawa : les membres du CDAC sont invités à y prendre part.

La prochaine réunion pour la Conférence des archivistes nationaux, provinciaux et territoriaux (CANPT) aura lieu le 6 juin 2018 à Edmonton.

On compte 39 bénéficiaires pour le cycle de financement 2018 du Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire (PCPD); 9 des projets retenus sont pluriannuels. Les choses n'ont pas été faciles cette année, car il y a eu 128 demandes. Les bénéficiaires ne seront annoncés qu'à la mi-mai, et la cinquième édition du PCPD sera lancée à l'automne 2018.

Les responsables de la Stratégie de numérisation du patrimoine documentaire (SNPD) sont en train d'organiser un appel de financement par subventions et contributions qui sera lancé le 17 avril 2018. Cette initiative a pu voir le jour grâce à un don d'un million de dollars reçu d'un donateur privé, et les fonds seront distribués à des bénéficiaires de partout le pays. Les conditions sont beaucoup moins contraignantes que celles d'autres programmes du genre, le financement étant offert tant aux universités qu'aux archives provinciales et autres entités.

Enfin, BAC a tenu sa première réunion du Cercle consultatif autochtone, qui compte 3 membres inuits, 3 membres de la Nation métisse et 10 membres des Premières Nations. La plupart sont venus en personne, mais certains avaient envoyé un remplaçant. Le Cercle consultatif a approuvé le mandat au cours de la rencontre et passé en revue deux initiatives. La prochaine réunion, prévue pour la mi-juin, portera sur la rédaction du plan d'action de BAC concernant son travail de concert avec les groupes autochtones.

Autres nouvelles

Heather Gordon et Lara Wilson annoncent qu'elles travaillent à mettre sur pied une fondation à but non lucratif visant à pérenniser le logiciel Access to Memory (AtoM) et le code connexe. Plus précisément, la fondation tentera de collecter des fonds pour la création de la version 3 du logiciel, qui deviendra alors un projet de données ouvertes liées et ne dépendra plus d'Artefactual Systems Inc.

8. Conclusion et prochaines étapes

On rappelle les dates des réunions qui se tiendront à Edmonton :

- Consultation publique sur le CDAC : 7 juin 2018, de 12 h à 14 h.
- Réunion du CDAC : 7 juin 2018, de 17 h à 18 h.
- Souper : 7 juin 2018 à 19 h.
- Présentation sur le Groupe de travail sur la réponse au rapport de la Commission de vérité et réconciliation : 8 juin 2018, de 16 h à 17 h 30.